

DU MÊME AUTEUR

François Ruffin

Quartier Nord, Fayard, 2006.

Les Petits Soldats du journalisme, Les Arènes, 2003.

La guerre des classes

Fayard

l'Armée –, combien d'hypocrisies pour que ces braves fantômes endossent un costume trop petit pour eux.

Celui du muet devant l'injustice.

Celui du sophiste qui ratiocine sur la « perte des repères » et le « monde opaque ».

Celui du prudent qui ne prend pas parti dans la « guerre des classes » – et soutient *de facto* les vainqueurs par son abstention...

Sur le chemin de croix d'un peuple jadis de gauche, les socialistes jouent le rôle de Ponce Pilate : pourquoi combattre ? Contre quel ennemi ?

Le champ de la bataille sociale est déserté.

Libre pour la droite.

Qui va l'occuper à sa manière, et avec succès...

TROISIÈME PARTIE

Dans la droite Négation

Ceux qui l'emportent, quelle que soit la manière, jamais n'éprouvent de honte.

Machiavel.

« Toulouse, qui fut la ville de Jaurès ! Toulouse, ce soir, elle est là, la ville que j'aime ! »

La statue tremble maintenant, carrément, sur la place de Friville : imposture ! Et, partout dans le pays, les plaques à sa gloire vibrent au coin des rues : imposture ! Ses bustes chancelent dans toutes les villes de France : imposture !

« Toulouse, qui a compris depuis bien longtemps que la gauche d'aujourd'hui n'avait plus grand-chose à voir avec la gauche de Jaurès. Les valeurs que la gauche a trahies, je veux les remettre au cœur de la vie politique française. Jaurès disait : "La nation, c'est le seul bien des pauvres." La gauche a abandonné la nation à l'extrême droite. »

Lui, le dreyfusard, l'égalitaire, le pacifiste, Jaurès qui avait déchaîné tant de haines jusque dans sa mort – son meurtre à la veille de la guerre, son assassin acquitté après l'armistice, les trois cortèges divisés, les socialistes, les communistes, les nationalistes, lors de son transfert au Panthéon en 1924 –, Jaurès qui avait débridé tant de passions, et voilà que, tranquillement, aujourd'hui, Nicolas Sarkozy l'évoquait comme un vieux sage, presque apolitique, apolémique :

« Jaurès disait à la jeunesse – écoutez-le bien ! – : "Il faut que, par un surcroît d'efforts et par l'exaltation de toutes

vos passions nobles, vous amassiez en votre âme des trésors inviolables." Jaurès n'avait pas peur de parler de l'âme d'un citoyen français. »

C'est tout un symbole, cette récupération.

Symbol de tout ce terrain lissé, de toutes ces idées délaissées.

Car à force de lire Jaurès revisité par Peillon, ou Royal, à force de platitude, on s'est habitué à ce Jaurès bon père de famille, moraliste sévère, alignant gentiment les poncifs : « Le courage, c'est de choisir un métier et de le bien faire, quel qu'il soit », « Je suis de ceux que le mot Dieu n'effraie pas », autant de pensées creuses à graver au centre des assiettes en porcelaine. La gauche a si bien affadi sa propre histoire, elle l'a tant radouci, lui, Jaurès, le révolutionnaire serein, repeint en un démocrate modéré, un brin lyrique mais asexué, prêt pour aucun combat, elle l'a tellement mutilé, sans poings à serrer, sans bras pour se battre, que Nicolas Sarkozy peut maintenant l'embrasser sans péril. Même sa barbe ne pique plus.

Et de porter l'estocade :

« Jaurès aimait les travailleurs, il les respectait. Aux mineurs et aux verriers de Carmaux, dont il était le député, il disait : "Je ne demande qu'une chose, c'est de rester digne de vous." Cela fait bien longtemps que la gauche ne parle plus des travailleurs. Jaurès récusait la lutte des classes et le marxisme. »

C'est un mensonge, bien sûr : le philosophe et historien Jaurès a pleinement assimilé le « marxisme » à sa pensée, sans réduire sa pensée au « marxisme ». Et il faut lire cette controverse avec Jules Guesde où, à Lille, devant un auditoire méfiant, il définit avec méthode « le principe de la lutte des classes », « qui suppose d'abord la division de la société en deux grandes catégories contraires, les possédants et les non-possédants ; qui suppose ensuite que les prolétaires ont pris conscience de la société de demain et de l'expérience

collectiviste ; la lutte de classe s'est complétée par la conviction acquise par le prolétariat qu'il devait s'émanciper lui-même et pouvait seul s'émanciper ». L'orateur emporte alors l'adhésion : « Applaudissements prolongés. Bravos », note le secrétaire de séance.

Mais quel socialiste viendra rappeler ce Jaurès-là ?

Son camp a ôté ses épines.

Ne restait plus à la droite qu'à cueillir son souvenir.

Inoffensif, désormais, anodin.

Et, suprême audace : cet ancêtre, aussi consensuel que fictif, Nicolas Sarkozy le brandit pour exiger des socialistes qu'ils s'apaisent encore, qu'ils se repentent toujours ! « Jaurès récusait la lutte des classes et le marxisme. La gauche d'aujourd'hui n'en a pas fini avec la lutte des classes ni avec le marxisme. »

Nicolas Sarkozy s'invente ainsi, au fil des discours, un adversaire qui n'existe plus : une gauche épouvantail à bourgeois. « Il y a ceux qui veulent diviser pour régner. Nous sommes de ceux qui veulent rassembler. Il y a ceux qui attisent encore la lutte des classes et il y a ceux qui disent que le sort de chacun dépend de celui de tous. »

Lui demeure le seul, dès lors, avec Jean-Marie Le Pen, à prononcer l'expression « lutte des classes ». Pour la dénier, bien sûr : « Être de droite, c'est refuser de parler au nom d'une France contre une autre. C'est refuser la lutte des classes. »

Comme s'il suffisait de la « refuser » pour qu'elle n'existe plus⁴²...

UNE « GUERRE » SANS NOM

Lui incarnait l'inverse, pourtant.

Une « guerre des classes » en cours.

Avocat d'affaires.

Maire de Neuilly.

Copain avec la moitié des patrons du CAC 40.

« Frère » de l'autre moitié.

Argent et médias comme appuis.

Caricature qu'on esquisse à peine tant on regrette, déjà, d'aligner ces banalités : « Les plus riches, recommandait Machiavel, voyant qu'ils ne peuvent résister au peuple, commencent à donner réputation à quelqu'un d'entre eux et le constituent leur prince, afin de pouvoir, à son ombre, souler leurs appétits. »

Mais Nicolas Sarkozy s'est bien grimé, durant la campagne. Il a visité des industries, entouré de « bleus ». Il a porté des casques sur des chantiers du bâtiment. Il a promis des emplois pour tous. Il a magnifié cet univers qu'il découvrait : « Dans les usines on parle peu. Il y a beaucoup de pudeur chez les ouvriers. Je ne veux pas que cette culture ouvrière se perde. » Il a vilipendé la Finance : « Je ne crois pas à la pérennité d'un capitalisme dans lequel l'homme ne compterait pas, dans lequel le chef d'entreprise n'aurait de responsabilité que vis-à-vis de ses actionnaires sans en avoir aucune vis-à-vis de ses salariés, de la société, de son pays, des générations futures. Je ne crois pas à la survie d'un capitalisme où toute la propriété est diluée dans la Bourse. » Il a traversé le pays en répétant : « La France du travail doit être encouragée, doit être récompensée, doit être remerciée, doit être montrée en exemple », etc.

Et, surtout, il a caché ses riches amis.

Sous le tapis.

Pas sur la photo.

Hors du champ des caméras.

Pfffft, disparus, envolés.

Tellement invisibles, soudain, oubliés de tous, que rappeler ces liens s'apparentait à une injure, quasiment. D'où cet échange écourté avec Xavier Bertrand, porte-parole du candidat, au quartier général de l'UMP.

Alors que je l'interrogeais sur ECCE, « un sous-traitant de LVMH qui délocalise en Pologne, dont les ouvrières gagnent 240 000 fois moins que Bernard Arnault », le futur ministre du Travail estima, d'entrée, que mes « amalgames frisent tout de même la démagogie » : « Dans ces cas-là, préconisait-il, il faut rendre les délocalisations beaucoup moins attractives. Et nous devons nous poser la question des charges que nous avons dans notre pays. Quand nous voulons diminuer les prélèvements obligatoires, c'est parce qu'ils sont de véritables boulets, de véritables freins en la matière... »

Il fallait aider, donc, le patron de LVMH.

Dont le patrimoine, en 2006, n'avait augmenté que de 3 milliards d'euros.

Devant tant de bon sens, comment ne pas s'incliner ?

« Je reviens quand même à mon exemple, parce que les salariés ont écrit à Nicolas Sarkozy, d'autant qu'ils ont découvert que Bernard Arnault avait été témoin de mariage de Nicolas Sarkozy... »

– Quel raccourci vous voulez faire, s'il vous plaît ? hausse-t-il le ton.

– Quand Bernard Arnault est témoin de mariage de Nicolas Sarkozy, avec M. Martin Bouygues, qu'Arnaud Lagardère... »

– Qu'est-ce que vous voulez dire, s'il vous plaît ?

– Ben, je me demande si, en tant qu'avocat d'affaires, euh, Nicolas Sarkozy n'aura pas tendance à défendre davantage... »

– Je ne vous permets pas de dire ça. C'est un raccourci qui de votre part est quand même très très surprenant. Et là, qu'est-ce que vous voulez dire ?

– Bah, je me demande... »

– Qu'est-ce que vous voulez dire, s'il vous plaît ?

– Bah, je vous le dis. Je me demande s'il n'aura pas davantage tendance à défendre les intérêts de personnes qui

sont les premières fortunes de France, plutôt que ceux des personnes qui touchent 1 000 € à Poix-du-Nord. »

Xavier Bertrand repoussa le micro : « C'est ça, votre interview ? » Il quitta la table, outré : « Du populisme ! Oh, le propos... Du populisme ! »

C'étaient des évidences, déjà, pour tous.

Mais des évidences interdites.

Sitôt la victoire acquise, cependant, le naturel est revenu au triple galop.

Fête au Fouquet's entre Martin Bouygues, Vincent Bolloré, Bernard Arnault, Antoine Bernheim, Albert Frère, Serge Dassault, etc.

« Retraite » spirituelle, le lendemain, sur un yacht à Malte – qui coûterait 193 431 € la semaine, plus 85 000 € le « drop » en jet privé.

Le candidat de l'« Union pour un mouvement populaire » tombait le masque, et c'est en président de la ploutocratie qu'il entrait à l'Élysée.

Qu'importe, c'était fini : on pouvait se relâcher.

Le sujet devenait autorisé : des journalistes en firent même des livrets à succès.

Les premières décisions tombèrent, conformes aux prévisions : pour les uns, un « bouclier fiscal », l'« allégement des droits de succession et des donations », des « dividendes taxés forfaitairement à 16 % » (et non plus à 30 %), la « réduction de l'impôt sur la fortune », la « réduction des taxes sur les plus-values », la « dépénalisation des délits financiers »... Pour les autres, le « quasi-gel du SMIC », la « retraite d'office à 60 ans supprimée », l'« instauration d'une franchise médicale », un « plan antifraudes aux prestations sociales », « pas plus de deux refus d'offre d'emploi pour les chômeurs », la « suppression des régimes spéciaux », « 9 400 postes d'enseignants supprimés ».

Et tout cela, bien sûr, en « refusant la lutte des classes ». Car « lorsqu'il s'agit de la France, il n'y a pas de camp »...

C'est une constante, à droite, que de livrer cette guerre mais sans la dire avec au contraire du « pays rassemblé », des « valeurs partagées », du « vivre ensemble » plein la bouche.

Lorsque, en 1974, à l'apogée de la menace rouge, contre des socialistes qui veulent « renvoyer la France à ses vieilles querelles, à ses vieilles divisions, à ses haines rancies », Valéry Giscard d'Estaing « convie les Français au rassemblement, à la modération, à l'union et non pas à l'affrontement », ce balancement, impeccable, a déjà roulé de siècle en siècle, a déjà été poli, avant lui, par un Pompidou, un Poincaré, un Barnave.

Même Adolphe Thiers.

Même lui pose au « rassembleur ».

Qu'on admire le chef-d'œuvre.

En mai 1871, l'homme a retourné les canons contre la Commune de Paris. Il a présidé aux fusillades d'innocents, aux égorgements d'enfants, aux déportations de femmes. Ses pieds baignent dans le sang de la boucherie, il s'en félicite d'ailleurs en privé : « Le sol de Paris est jonché de cadavres. Ce spectacle affreux servira de leçon. » Il s'applaudit en sourdine : « La répression a été terrible ; elle a tué la démagogie pour trente ans. » Mais sitôt l'alerte passée, dès juin, à la tribune de l'Assemblée, le même repousse avec vigueur l'impôt sur le revenu – qu'il juge « funeste, dangereux, déplorable ». Et pour quelle raison ? Parce qu'il se soucie avant tout de la concorde civile ! « Ce serait un impôt de discorde. Le peuple n'a pas besoin, il faut bien le lui dire et le lui répéter, d'appauvrir le riche pour être heureux lui-même. » Aussi le chef du gouvernement ne consent-il « à rien de ce qui pourrait troubler le repos des esprits et ajouter des brandons de discorde ». Il préserve

ainsi l'harmonie sociale : aux gueux on peut ôter la vie, aux nantis on n'enlèvera pas un sou.

L'argent n'a pas d'odeur, dit le proverbe.

Il ne fait pas de bruit, surtout.

Enrichir les riches, cette politique se mène sans esclandre. S'habille de touchants discours, même.

La « conscience de notre pays » : voilà comment Gilles de Robien se prosternait devant l'abbé Pierre en 2004, et il se lançait dans une envolée chrétienne sur ces « plus démunis [qui] ont besoin de logements, mais aussi d'un travail, d'une scolarité, d'une Sécurité sociale viable, de respect et d'amour ». Avant d'achever : « Soyez sûrs que nous serons tous prêts et résolus à répondre "présent" à votre appel. » Œuvrant au ministère de l'Équipement, c'est avec doigté que ce décideur répondit « présent » : il gela les crédits destinés aux HLM – si bien que la fondation Abbé Pierre considérait 2003 comme « la pire année pour le logement social en France depuis 1953 ». En cette même année 2003, pourtant, l'humaniste UDF lançait un « produit de défiscalisation » particulièrement avantageux : avec « le Robien », s'enthousiasmait, parmi d'autres, le site www.defiscalisationonline.com, « le rendement de l'immobilier est supérieur au rendement de la majorité des produits financiers ». Du coup, la fondation Abbé Pierre estimait, *a posteriori*, que « le "Robien" aura contribué, avec l'aide de l'État, à fabriquer une autre ségrégation sociale, par l'éviction des pauvres de toutes les zones urbanisées marquées par cette mécanique inflationniste ».

Des pauvres « évincés ».

Des possédants « défiscalisés ».

Mais qui verrait dans ce bilan une « lutte des classes » ? Gilles de Robien la dénonçait, au contraire : « Locataires et propriétaires s'opposent dans un relent de lutte des classes, attisé par certains mouvements politisés, ce qui me paraît

improductif. » Et le même concluait : « L'idéologie est mauvaise conseillère. »

En effet, aider les riches, ce n'est pas de l'« idéologie » : juste du « pragmatisme »⁴³...

Mais lui figurait la vieille garde. Un peu catho, hypocrite, classique, quoi. Qui prend sa part dans la « guerre de classes », sans renâcler, mais avec discrétion.

Pas de la jeune génération, décomplexée.

Pas comme Christine Lagarde.

C'est toute une vision de l'« Économie », des « Finances » et de l'« Emploi », déjà, un président de la République avocat d'affaires qui confie ce ministère à une avocate d'affaires – ex-présidente du cabinet international Baker & McKenzie, américaine d'adoption : non pas simplement « liée aux milieux de l'argent », donc, mais baignant dedans, y appartenant de toutes les fibres de sa carrière, émettant un serment de « loyauté à [sa] firme » et non à sa nation, incarnation de l'hyperclasse hypermobile hyperactive et hyperfrquée, abonnée des vols intercontinentaux en *business class* et qui conseille néanmoins aux Français – face à la hausse du pétrole – « d'oublier leurs véhicules au profit de leurs deux jambes et de leurs deux-roues ». Il est vrai que, avant elle, c'est le PDG d'Usinor, Francis Mer, puis le PDG de France Télécom, Thierry Breton, qui avaient occupé Bercy. Depuis quelques années, le Capital ne délègue plus : il se charge de ses dossiers directement.

Juillet 2007, donc.

C'était le projet phare de la « rupture » : Christine Lagarde présentait à l'Assemblée la loi TEPA sur « le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat », surnommée « paquet fiscal ».

« Durant ces derniers mois, que nous ont dit les Français ? introduisait cette messagère du peuple. Qu'ils vou-

laient non pas des rentes aléatoires, mais un salaire mérité. » Et c'est pour ces « employés », donc, pour ne pas « surtaxer l'argent gagné », que « nous avons choisi, dans l'article 5, d'abaisser le bouclier fiscal de 60 à 50 % des revenus ». Voilà qui ne concernait, déjà, que les foyers les plus aisés. Quant à « l'article 6 », tout aussi soucieux des masses, « il incite nos concitoyens redevables de l'ISF [impôt sur la fortune] à investir dans le capital des PME, ou à effectuer des dons au profit d'organismes d'intérêt général. Ils bénéficieront à ce titre d'une réduction d'ISF égale à 75 % de l'argent versé, dans la limite de 50 000 euros par an ». Des alinéas étaient même conçus spécialement pour moins de deux mille contribuables, le très haut du panier : « Aux banquiers français partis travailler à la City, exhorte l'oratrice, aux exilés fiscaux réfugiés en Belgique, à tous nos compatriotes qui cherchent les clés des paradis fiscaux, nous ouvrons nos portes. Nous leur disons : "Revenez, ce n'est pas le purgatoire, ici." »

Car eux pétrissent la « pâte en train de lever qui engendre une dynamique ». Dont les salariés récolteront les miettes. Tandis que, pour les chômeurs, « tous les jours sont dimanche », « oisiveté récompensée ».

Mais qui verrait dans ces faveurs aux favorisés une « lutte des classes » à l'œuvre ?

Au contraire ! conteste Christine Lagarde. « La lutte des classes est une idée essentielle pour les manuels d'histoire », admet-elle, et seulement pour les « manuels d'histoire » : elle « n'est plus d'aucune utilité pour comprendre notre société ». Cette ministre en est la preuve vivante... « Cessons d'opposer les riches et les pauvres, comme si la société était irrémédiablement divisée en deux clans », poursuit-elle. Des « querelles » d'autant plus dépassées que « le travail met l'ensemble des professions sur un pied d'égalité : le grand patron comme le petit employé savent ce que cela signifie, une "journée de boulot" », et qu'importe si

cette « journée de boulot » rapporte mille fois plus à l'un qu'à l'autre.

Rengaine connue de l'unité nationale – contre la désunion sociale : il faut souder la communauté pour affronter la concurrence, un genre de patriotisme économique, au fond. « La mondialisation que nous vivons aujourd'hui nous impose de travailler plus et mieux qu'avant. Nous entrons dans un monde hautement concurrentiel, où l'excellence est de mise. Les femmes et les hommes de l'Inde, de la Chine, du Brésil ou de l'Afrique du Sud ne ménagent pas leur peine. Ils se dressent devant nous avec tout le poids de leurs certitudes, tandis que nous voguons sur nos états d'âme. Il n'est plus temps de laisser du temps au temps. Le temps, ça se gagne. »

Et exiger moins d'inégalités constituerait, à coup sûr, une « perte de temps »⁴⁴...

Tant de zèle a rendu cette harangue provocante : c'est une petite sœur des riches, une missionnaire du profit qui plaيدait ici, qui déployait une telle abondance d'images saintes. Hormis le style, fougueux, les arguments sentaient le recyclé. Comme un retour à la monarchie de Juillet : « Les classes moyennes intronisaien sans vergogne le culte du veau d'or et semblaient l'ériger en religion universelle, écrivait Auguste Blanqui. La pensée était honnie, l'idée de justice mise au ban, l'enrichissement à tout prix proclamé la seule vertu. »

Et l'on doit souligner ça.

Que le sarkozysme, en la matière, n'invente rien.

Cette absence de nouveauté ne contient aucun jugement : une opinion n'est pas plus vraie parce qu'elle « innove ». Juste que les conservateurs en reviennent à Mac-Mahon, à Guizot, à Picot, à leur fonds libéral sans honte, sans qu'on leur jette de l'« archaïque » – tandis qu'il faudrait que les progressistes se « modernisent » sans cesse, qu'ils aban-

donnent leurs génies du xix^e comme des Cro-Magnon d'un âge de pierre, qu'ils enterrent leur socialisme du xx^e comme un obscurantisme.

Je reprends.

Le sarkozysme, en la matière, n'invente rien.

Juste une morgue théâtrale en plus. Le son des trompettes en prime.

« C'est une vieille habitude nationale, déplore Christine Lagarde : la France est un pays qui pense. Il n'y a guère une idéologie dont nous n'avons fait la théorie. Nous possédons dans nos bibliothèques de quoi discuter pour les siècles à venir. C'est pourquoi j'aimerais vous dire : assez pensé maintenant. Retroussons nos manches. » C'est une « vieille habitude », aussi, que cet appel à l'efficacité réaliste contre le dogmatisme vain. Que cette distinction entre une gauche qui réfléchit et une droite qui agit.

En 1895, déjà, le député – et intellectuel – Léon Say, ému par la menace des droits de succession, s'emportait contre les « doctrinaires » : « Car je ne crois pas qu'il y ait de doctrinaires plus doctrinaires que ceux des écoles socialistes. Nous n'avons qu'à citer des noms. Est-ce que Karl Marx n'était pas un doctrinaire ? Est-ce que Engels n'était pas un doctrinaire ? [...] Je dis qu'il y a parmi les doctrinaires des gens qui provoquent à la bataille. C'est d'un mort que je veux parler – et qui n'est pas mort dans la bataille. (Rires au centre.) »

Opposée à ces « doctrinaires », à son tour, Christine Lagarde n'est qu'empirisme : « Notre texte prévoit en réalité une politique économique équilibrée, pragmatique (exclamations sur les bancs du groupe socialiste), et non pas dogmatique ou idéologique. » Son allocution est truffée de ces « Regardons la réalité en face », tandis que – sabre en avant – elle s'en prend aux « arguties idéologiques » du PS, à son « dogmatisme dangereux ».

Vieux routiers de cet argumentaire, les parlementaires de l'UMP renchérissent : « Pas d'idéologie ni de dogmatisme, mais un peu de pragmatisme, s'il vous plaît ! », « Voilà qui nous paraît relever du bon sens », « Grâce à vous, nous tournons enfin le dos à un dogmatisme d'un autre âge », etc. Rêve coutumier d'une politique réduite à une technique, qui n'aurait pas à arbitrer entre des intérêts antagonistes... puisqu'elle servirait, sans vacarme, les vainqueurs⁴⁵.

Bien sûr, « l'idéologie, c'est toujours les idées des autres », comme le notait Raymond Aron. Mais je crois, je crains que ces élus de droite n'aient raison, en partie, avec leur « pragmatisme ». Tant il suffit de laisser faire la nature, la corruption, sa propre indolence, pour glisser sur la pente de l'ordre social – pour accompagner la victoire des puissants. Tant il faut s'armer de volonté, de patience, d'une idée, pour que change le cours du monde, ou de la « mondialisation » – pour que les faibles remportent une escarmouche.

Quel camp, sinon, quel camp le « bon sens » recommande-t-il de rejoindre dans cette guerre des classes ?

Il faut du Don Quichotte, alors. Qui ne baisse pas sa lance, même de carton. Qui ne s'adapte pas – injonction déguisée à la résignation. Qui ne cède pas aux « Regardons la réalité en face ».

Comme un miroir.

Tautologie du réel qui ne renvoie qu'au réel.

Qui se suffit à lui-même, satisfait.

Quand il faut, à gauche, la connaître, cette « réalité ». Mais la dépasser. Entrevoir un au-delà. Imaginer un autrement. Peser les possibles. Avec une vue dans l'esprit comme un fil conducteur.

L'ORDRE DU MONDE

À quoi bon, côté vainqueurs, déclarer la « guerre des classes » ? À quoi bon la force des mots quand on a pour soi la force des choses ?

Un silence suffit, même.

Un paraphé au bas d'un document.

Qui contiennent plus de violence, souvent, que des cris ou des coups.

Qu'on parcourt, par exemple, l'autobiographie de Bernard Arnault : *La Passion créative*. Que de sérénité ! Que de quiétude dans ces entretiens avec Yves Messarovich – directeur du groupe Expansion : « C'est un personnage captivant qui se dévoile ici, complexe et étonnant, annonce la quatrième de couverture : pianiste, il a joué avec Seiji Ozawa à Tokyo ; mécène, il aide des causes humanitaires ; amateur d'art, il vient de racheter l'enseigne de vente aux enchères Phillips. Un dernier secret : pour fuir le stress, il se couche parfois très tôt... »

Aucune agressivité, jamais, à l'encontre des prolétaires. Juste un oubli : on cherche en vain, au fil des chapitres, « Flixecourt ». Ou « Beauval ». Ou « Saint-Ouen ». Ou « Ville-le-Marclet ». Ou « L'Étoile ». Ou « Harondel ». Ou « Berteaucourt-les-Dames ». Ou « Abbeville ». Ou « Amiens ».

Aucun site des usines Saint Frères n'est cité.

« Saint Frères » n'est pas mentionné, d'ailleurs.

C'est la source de sa fortune, pourtant.

« Le souci du plan Fénel est de maintenir l'emploi » : Bernard Arnault en personne s'y engageait, en décembre 1984, dans un document adressé à l'État. Et il ajoutait : « Le plan proposé ne prévoit pas de réductions d'effectifs autres que celles correspondant aux mesures déjà

décidées par la Compagnie. » Devant le syndicaliste de la CFDT, il posait la main sur son cœur : « Il me racontait comment il allait assurer la survie du textile : "Vous pouvez avoir confiance en moi, monsieur Deroo. Je vais sauver le textile." J'avais compris que c'était du bluff : ses intonations, tout ça, il manquait totalement de conviction. C'étaient des phrases stéréotypées, toutes faites... Ben ça s'est vérifié : trois ans après, il n'y avait plus grand-chose. »

Ces belles promesses, en effet, ne passeront pas l'hiver. Deux mois plus tard, à peine, le *Courrier picard* notait « une nouvelle saignée » : « 400 nouvelles suppressions de postes dans la Somme sont annoncées : 188 avec la fermeture de Cosserat velours pour fin 1985 ; 40 à l'Atelier central de mécanique (ACM) de Flixecourt et le reste avec le "toi-lettage" avant cession – imminente – de la bâcherie de Flixecourt et à la corderie de Saint-Ouen. D'autre part, sur Péronne, une centaine d'emplois sont menacés à la Lainière de Picardie », etc. Le mois suivant, le total s'élève à « plus de 3 000 suppressions d'emplois dans le groupe, dont plus de 500 dans la Somme dans l'immédiat ». Et l'intersyndicale assène dans ses tracts : « Arnault patron sans scrupules se moque de la misère des travailleurs et de leurs familles, sa seule préoccupation étant de se remplir les poches. »

Tout fut dégagé.

Sauf Dior.

Une « pépite endormie »⁴⁶.

Cet épisode fondateur, Bernard Arnault ne l'évoque qu'avec retenue. Très en filigrane :

« Le succès de l'opération, lit-on dans sa *Passion créative*, reposait sur notre capacité à limiter les pertes de la partie textile, pour faire sortir la vraie valeur des actifs, en particulier Dior. » Puis : « J'ai toujours été extrêmement confiant dans notre capacité à redresser cette entreprise. »

Ou encore : « Nous en avions déduit qu'un certain nombre de mesures de gestion assez simples mises en place très rapidement réduiraient sensiblement l'hémorragie de trésorerie. »

« Limiter les pertes », « redresser cette entreprise », « mesures de gestion » : il le fit avec brutalité, il le dit avec délicatesse. Et il n'a pas tort.

Car quel démagogue, vingt ans plus tard, tirerait un trait d'union entre ce grand patron, 23 milliards de dollars au compteur, et le père d'Isabelle, licencié de Saint Frères, en dépression, qui « n'ose plus se croiser dans une glace » ? Quel populiste dresserait un lien entre le patron du groupe de luxe LVMH, qui s'autocongratule, en juillet 2007, dans sa « Lettre aux actionnaires » (« Nous réalisons des progressions solides auprès de nos clientèles historiques et nous connaissons un essor très rapide dans les pays émergents »), et la ville de Flixecourt, qui, après deux décennies, se remet lentement du démantèlement des filatures comme d'une longue convalescence ? Quel tribun enfin, comparerait la construction du musée Louis-Vuitton (qui « sera une sorte de nuage, une structure vitrée, mystérieuse et changeante au gré de la lumière ») et la « population abandonnée » du Val de Nièvre qui, d'après le dossier d'une assistante sociale, dans les années 80, paraissait un « exemple concret caractéristique de la pauvreté », avec un « cumul des handicaps » (« problèmes de santé physique et mentale », « sous-qualification »...) ?

Aucun.

Et aucun éditorialiste ne porte dans ses colonnes la voix d'un Mourad :

« On a expédié mon père chez Saint Frères, d'office, pour un boulot de chien. Il était payé au SMIC, 3 800 F par mois, et on vivait à douze là-dessus. Les yaourts, la tarte aux pommes, je ne connaissais pas. Les vêtements de classe, ils

devaient durer toute l'année. Et encore, beaucoup se fourraient à la Croix-Rouge.

« Quand la crise est arrivée, l'usine a fermé, et on a couru à la mairie pour des bons d'alimentation. Il fallait quêmander, quasiment, s'agenouiller devant les secrétaires, fournir des justificatifs et des justifications, elles en redemandait, refaire la queue... Toutes ces vexations pour 50, 100, 200 F. Les Restaurants du Cœur, tout le monde a vécu ça, sa file honteuse, ses plateaux-repas. Ça me révoltait : tant de sacrifices, déjà, et mon père qui doit sacrifier sa dignité aussi. »

À la place, on câline le grand homme : « Comment allez-vous passer le réveillon de l'an 2000 ? demande *Paris-Match* à Bernard Arnault. Ressentez-vous votre pouvoir comme un élément de séduction auprès des femmes ? Peut-on faire du sentiment avec une entreprise ? Éduquez-vous vos enfants à ce perfectionnisme ? Qu'est-ce qui vous a donné cet esprit de compétition ? » Sa fortune s'en trouve légitimée : elle repose non sur l'appauvrissement des pauvres, non sur la liquidation sommaire d'une entreprise mal en point, mais sur ses seules qualités personnelles, le « perfectionnisme », l'« esprit de compétition », etc.⁴⁷.

Tout cela, très calmement.

C'est sans haine que, traversant une pelouse, nous écrasons des fourmis par milliers.

Ainsi les vainqueurs traversent-ils l'existence.

Sans haine.

Écrasant des vaincus qu'ils ne voient même pas.

Menant une « guerre des classes » qu'ils ne proclament jamais. Qu'ils ne soupçonnent qu'à peine. Qu'ils dénoncent comme un « fantasme » lorsqu'on l'énonce. Tant cette oppression-là, dans ce sens-là, se confond avec la nature. Avec le cours du monde depuis la nuit des temps.

Qui braille encore, d'ailleurs, aujourd'hui ?

Les ouvrières d'ECCE, qui scandent leur hymne :

*J'avais un petit boulot,
Sont arrivés de grands salauds,
Qui nous font tous crever de faim,
Et puis s'en mettent plein les mains.*

Des gros mots. Des grands cris. Des banderoles voyantes – tendues entre les joailliers. Tandis qu'en face la directrice de Capital Com' réclame leur silence, en appelle au calme avec calme :

« C'est pas en hurlant que vous réglerez quoi que ce soit, les sermonne-t-elle.

– Quand vous avez un gagne-pain et qu'on vous l'enlève, proteste une manifestante.

– Je comprends, madame, je suis mère de quatre enfants, compatit la cadre en tailleur. Mais c'est pas en criant que ça va résoudre le problème...

– Quand on se heurte à un mur, qui dit : "Non, c'est terminé. Y a plus de travail pour vous"...

– C'est quelque chose qui est à négocier éventuellement avec le groupe. En termes de reclassement. Mais ça n'est pas comme ça qu'on règle le conflit. Je suis venue pour essayer d'expliquer, de calmer un peu, d'apaiser le climat. Ce sont des questions qu'il faut négocier au cas par cas.

– Tous ensemble ! » répliquent (en beuglant) les salariées.

À l'intérieur du Louvre, où se tient l'assemblée générale de LVMH, qui vocifère ? C'est Marie-Hélène Bourlard, qui s'époumone – faute de micro – devant des milliers d'actionnaires : « Je suis déléguée CGT à ECCE !

– Ahhhh ! s'exclament, dégoûtés, des petits moyens et gros porteurs.

– Est-ce que vous êtes prêts, poursuit-elle, tournée vers

le PDG à la tribune, est-ce que vous êtes prêts à faire moins de bénéfices pour resigner un nouveau contrat avec ECCE pour garder la production française ? Parce que c'est 147 salariés qui vont être dehors. »

Bernard Arnault regrette ce « ton » agressif, cette « dialectique adaptée à votre fonction de syndicaliste », et il se contente d'un : « Si nous avions annulé le contrat, y aurait pas eu de problème, on n'en aurait pas parlé.

– Vous, vous continuez à délocaliser dans les pays de l'Est ! (Ouh ! huent les premiers rangs.) Y a les 147 salariés qui sont là, j'aimerais que vous les voyiez, que vous osiez les voir, là, dehors, en face, et leur dire : "Je ne veux plus travailler avec vous."

– Madame, il y a là deux mille personnes qui sont venues pour entendre parler du groupe LVMH... »

Le visage du PDG, impassible, est reproduit sur cent écrans géants. Tandis que notre escadron s'agit dans l'ombre. Et Marie-Hélène tonitrue :

« Est-ce que les petits actionnaires sont prêts à gagner un petit peu moins d'argent pour que 147 salariés vivent encore ?

– Je suis désolé des problèmes que ça peut poser aux personnes, s'excuse Bernard Arnault, mais le problème de fond, c'est la différence de coût de revient, pour un certain nombre de métiers, dont la confection, entre la France et nos voisins de l'Europe. »

Et il passe au point suivant.

Des vigiles, des chargés de la communication, des adjoints à l'organisation nous repoussent avec douceur : « Je crois que le mieux serait qu'on puisse se parler dehors... Ça n'est pas l'endroit pour régler ce genre de problèmes... Je propose que maintenant, dans le cadre du dialogue social, on prévoie une réunion. » Et l'on finit par se ranger à ces vagues promesses. Par sortir de plein gré. Tant on gêne. Et tant ça nous gêne de gêner. On regagne le hall et la voix

de Bernard Arnault s'évanouit, « courbes de croissance... lancements de produits... ».

Une parenthèse s'est refermée.

Elle ne changera rien.

Elle n'a jamais eu lieu.

On évacue la salle sans esclandre.

Tout comme Marie-Hélène et ses copines seront évacuées de leur usine. Évacuées de la vie active. Évacuées vers le goulot des « formations », des « stages », des « services à la personne ».

Ils sont éternels.

Rien de neuf avec un Bernard Arnault.

Rien de neuf avec une Christine Lagarde.

Bonnes consciences inamovibles.

Ils n'ont pas bougé, ces *Misérables* de l'âme, chers à Hugo, « hommes souriants, brodés, dorés, enrubannés, constellés, en bas de soie, en plumes blanches, en gants jaunes, en souliers vernis », eux qui, « accoudés à une table de velours au coin d'une cheminée de marbre, insistent doucement pour le maintien et la conservation du passé, du moyen-âge, du droit divin, du fanatisme, de l'ignorance, de l'esclavage, de la peine de mort, de la guerre, glorifiant à demi-voix et avec politesse le sabre, le bûcher et l'échafaud ».

C'est le marché qu'ils glorifient aujourd'hui, la « concurrence libre et non faussée » de l'Atlantique à l'Oural, le « capitalisme [qui] reste le meilleur système », dixit Bernard Arnault – et, assis sur sa montagne de dollars, on comprend son point de vue. « À condition, ajoute-t-il, à condition de ne pas introduire trop de régulations, ce qui donnerait aux États un pouvoir excessif ». Et l'on comprend à nouveau son point de vue.

À Valenciennes, Agnès se lève à 6 heures et quart, « le radio-réveil est réglé ». Elle prend le bus, « au bout de la

rue », à 7 heures moins vingt : « Une deuxième voiture, ça coûte trop cher, le car c'est seulement 19 € par mois. » Elle arrive à ECCE à 8 heures (c'est dans l'atelier qu'on l'interroge : un fer fume derrière elle, un fer qui l'a déjà brûlée, une marque rouge au poignet : « À une époque, la direction avait ôté les sécurités »). Elle rentre à 18 heures à sa maison, et c'est presque la sienne : « Encore trois ans et on aura fini de la payer. Elle est jolie, je me plaît chez moi. J'aurais du mal à m'en séparer. » Avec ses vingt-sept années d'ancienneté, elle touche « 1 095 € avec la prime de production » : « Les vacances, je ne me souviens pas être partie, du reste. Mais bon, comme on se plaît dans le jardin, pour nous, c'est le soleil tous les jours... »

Une vie de labeur, de bonheur aussi, qui ne saurait durer. Loin d'elle, à Paris, les « hommes souriants, brodés, dorés, enrubannés » d'aujourd'hui, les « barbares » tranquilles, civilisés, modernes même, des médias, des firmes, des banques, des cabinets d'expertise et d'audit et de marketing, insistent doucement, désormais, sur le maintien et la conservation de la « compétitivité internationale », sur le « coût de revient », sur les « contraintes fiscales, sociales », sur la nécessaire « modération des salaires », sur l'inéluctable « abaissement des cotisations ».

Elle se mène si courtoisement, cette « guerre des classes »...

CONTRE-ATTAQUE MONDIALE

Pourquoi ne tremblent-ils plus ?

Bernard Arnault s'était réfugié aux États-Unis, en 1981, à l'arrivée de François Mitterrand. Les syndicats l'effrayaient, auparavant, il rasait les murs les jours de cortège. Et lui se plaint encore, comme si les mânes de Robespierre rôdaient, de cette « société française très marquée par les idées

socialo-marxistes », de ce « préjugé tenace sur l'égalitarisme », de ce « blocage culturel des Français », de cette « mentalité française encore fortement imprégnée d'idéologie, de théorie du partage égalitariste », de cette « notion perverse selon laquelle il faut prendre aux riches », etc. Mais il ne frémît plus. Même devant la « diablesse rouge », lui ne s'emporte même pas : il l'ignore.

D'où ce poltron tire-t-il son assurance ?

Il n'en fait pas mystère.

Au contraire, régulièrement il s'en explique :

« Les entreprises, surtout internationales, ont des moyens de plus en plus vastes et elles ont acquis, en Europe, la capacité de jouer la concurrence entre les États. [...] L'impact réel des hommes politiques sur la vie économique d'un pays est de plus en plus limité. » Et de conclure lui-même : « Heureusement. »

Il complète :

« Nous évoluons dans un système beaucoup plus mobile qu'il y a une quinzaine d'années. Face à cela, que peuvent faire les États ? Il leur est pratiquement impossible de s'opposer à une mobilité des entreprises à travers l'Europe. À quel titre empêcherait-on une entreprise française de s'implanter en Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux Pays-Bas ? »

C'est lui qui menace le gouvernement, presque, doucement : « Toute velléité nationaliste est vouée à l'échec. À trop augmenter les charges sociales et imposer les 35 heures à des entreprises qui n'en ont pas les moyens, le gouvernement risque d'accélérer le processus de délocalisation d'un certain nombre d'usines en Angleterre ou en Allemagne. »

Et, à propos d'ECCE, il précise :

« Est-ce que Givenchy doit être le seul, sur le marché international, à payer ses costumes le double du prix que paient ses concurrents ? Qu'est-ce que vous en pensez, en

tant qu'actionnaires de LVMH ? Alors moi, je ne suis pas responsable, si vous voulez, des problèmes qui sont structurels à l'évolution de cette mondialisation, de cette [il détache les syllabes] eu-ro-pé-a-ni-sa-tion. »

Avec pareil socle, l'ordre est bien établi. Solide. Pas de quoi paniquer au moindre chahut. Leur mur d'argent, déjà robuste, est désormais entouré d'un rempart nommé « Europe ». D'un blindage étendu au « monde ».

Et c'est sa force, à cette « guerre des classes ». Elle se fond dans le paysage universel, et en devient invisible. Chaque coin du globe la renforce⁴⁸.

Contre ces rois Midas qui transforment la misère en or, on gaspillerait notre indignation.

Mieux vaut comprendre.

Comprendre comment ils ont obtenu cette « situation nouvelle », ces « moyens de plus en plus vastes », cette « capacité en Europe de jouer la concurrence entre les États », ce « système beaucoup plus mobile qu'il y a une quinzaine d'années ». Comprendre comment, avec quels alliés, sous quels motifs, ils ont remporté tant de batailles.

Alors qu'ils pliaient, pourtant, des accords de Grenelle (1968) à la quatrième semaine de congés payés (1969), jusqu'à la création du SMIC (1970) et au chômage indemnisé à 90 % du salaire brut (1974). Les conquêtes sociales avançaient comme un rouleau compresseur : sur cette décennie 70, les salaires grimpait nettement plus vite que la croissance. La France mais aussi l'Italie, la RFA, l'Angleterre enregistraient des grèves à tire-larigot. Le taux de profit diminuait : c'était l'« euthanasie des rentiers » promise par Keynes.

« Nous sommes tous keynésiens maintenant », proclamait d'ailleurs, à Washington, le républicain Richard Nixon. Pendant que, à Paris, Jacques Chirac s'attaquait au « libéralisme conservateur » de l'équipe Giscard-Barre, encensait la

« planification », revendiquait un « travaillisme à la française », classait le gaullisme « à gauche ». Les patrons, de même, évoquaient la « classe ouvrière », la « rupture avec le capitalisme », l'« autogestion ». Pour les contester, certes, mais ils en parlaient : sur le reculoir.

Puis la vapeur s'est inversée.

Par quel miracle ?

Georges Pompidou avait prévenu, déjà, alors qu'il ouvrait les vannes : « Vous avez pendant cinquante ans vécu à l'abri de protections inadmissibles. Pendant cinquante ans, vous étiez tranquilles. [...] Et puis tout à coup, on va se trouver dans ce qu'on nous a demandé, c'est-à-dire la liberté de concurrence, et la liberté de concurrence cela veut dire que ceux qui produisent le mieux et le meilleur marché gagnent. Et, à ce moment-là, bon nombre de nos industriels et de nos commerçants commencent à prendre peur. Mais c'est eux qui l'ont souhaité, ce Marché commun, qui l'ont réclamé. Et d'ailleurs, ils ont eu raison. Seulement, il faut en prendre les risques, il faut dire qu'à partir de ce moment-là il n'y a plus de repos. [...] Il s'agit de se dire qu'ils sont toujours menacés par la concurrence, qu'il faut toujours qu'ils fassent mieux, qu'il faut toujours qu'ils produisent à meilleur compte, qu'il faut toujours qu'ils vendent de la meilleure marchandise à meilleur prix, et c'est cela, la loi de la concurrence et la seule raison d'être du libéralisme. Car si ce n'est pas cela, je ne vois pas pourquoi on se livrerait à ce genre de spéculation, pourquoi on prendrait tous ces risques et tous ces dangers. »

Du sang, de la sueur, des larmes : et, effectivement, on ne voit pas bien « pourquoi »⁴⁹...

D'autres le voient plus clairement, maintenant.

Avec, en plus, le recul de l'expérience.

Ainsi d'Yves Messarovitch, le confesseur de Bernard Arnault – qu'obsédait encore la prospérité des ouvriers de

Saint Frères, apparemment : « De la libération des prix à la flexibilité du marché du travail en passant par la fiscalité, c'est à notre engagement européen, et à lui seul, que nous devons autant de réformes successives, que nous n'aurions pas su, ou pas pu mener nous-mêmes. » L'avenir s'annonçait tout aussi prometteur : « Là où la fiscalité pénalise l'économie, la concurrence intra-européenne exercera une pression telle que nos futurs gouvernements devront renoncer à quelques aberrations qui alimentent d'importantes sorties de capitaux. Citons-en trois : l'ISF, l'impôt sur les bénéfices des entreprises et les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu. »

Et l'ex-numéro un du MEDEF, Ernest-Antoine Seillière, applaudissait à son tour : « La contrainte européenne joue à plein pour orienter notre pays dans le sens d'une certaine forme de réforme. [...] La contrainte européenne est installée dans la société française. » Son numéro deux, Denis Kessler, confirme : « L'Europe est une machine à réformer la France malgré elle. » Tandis qu'Alain Minc (sous la houlette d'Édouard Balladur) évoque « un forceps pour réformer la société française ».

Que de bienfaits apportés !

Que de « dangers » écartés, finalement !

Le « rapport de forces » national était-il devenu intenable ? On avait franchi la frontière, on l'avait contournée par l'international. Et désormais, dès qu'un socialiste propose une mesurette, dès qu'on songe à taxer les « super-profits de Total », un sarkozyste assène : « Cela aurait comme effet que le groupe mette son siège à l'extérieur du pays. » Même quand une grève éclate, non plus à Billancourt mais par exemple en Roumanie, chez Renault-Dacia, aussitôt le constructeur automobile « rappelle que les six autres usines mondiales qui fabriquent la Logan, au Maroc, au Brésil, en Inde, etc., vont monter en puissance ».

Les reconquêtes du patronat sont gravées dans le marbre, quasiment pour l'éternité : « une assurance-vie contre le socialisme », d'après Alain Madelin – le libéralisme comme horizon historique indépassable. Et, de fait, on n'en sort plus. Les discours se répètent, tournent en rond : « réformes » qui appellent d'autres « réformes », « ouvertures » qui entraînent de nouvelles « ouvertures », toujours « nécessaires », « inéluctables », etc.

À tel point qu'on aurait cru, la semaine dernière, que Georges Pompidou reprenait du service : « Depuis vingt ou vingt-cinq ans, la France était un peu endormie. Le monde change. Le monde a changé et la France ne s'est pas adaptée au même rythme que les autres. Le monde a changé parce que, il y a cinquante ou soixante ans, il y avait les pays en première division qui étaient assurés de le rester, et la France était de ceux-là. Et puis est venue la mondialisation, qui a transformé le monde en un village, et tous les pays du monde aujourd'hui, quelle que soit leur taille, s'ils travaillent, s'ils sont intelligents, s'ils sont volontaires, peuvent accéder à la première division. Autrement dit, la place n'est garantie pour personne. Si on veut le plein emploi, si on veut le pouvoir d'achat, si on veut la croissance, si on veut le développement, il faut compter sur ses propres forces. Le monde s'est mis en mouvement, et depuis vingt-cinq ou trente ans la France n'a pas évolué au même rythme. »

Mais non.

On était bien le jeudi 24 avril 2008, et c'était Nicolas Sarkozy. Avec la litanie immuable du « monde », de la « mondialisation », de la nécessité de « changer », de « s'adapter », de « réformer », de rogner sur le bonheur des humbles⁵⁰.

Mardi 29 avril, maintenant.

Cinq jours plus tard, le même Nicolas Sarkozy la construisait activement, la « mondialisation ». Il se rendait

en Tunisie pour échafauder sa future Union de la Méditerranée.

Je cite France Inter : « Vous avez une main-d'œuvre qui ne demande qu'à être formée », a-t-il déclaré à l'adresse des Tunisiens. « Nous avons beaucoup d'intelligence et beaucoup de formation. » Nord et Sud peuvent créer ensemble « un pôle gagnant-gagnant qui concurrencera l'Asie », a-t-il ajouté. « Ensemble, avec votre main-d'œuvre, avec nos écoles, nos universités, avec ce que nous échangerons, nous pouvons créer un modèle qui triomphera dans le monde entier. »

« Main-d'œuvre. »

« Main-d'œuvre. »

Deux fois en quinze secondes.

C'est qu'il faut saisir leur crainte, refoulée, secrète : qu'avec le papy-boom, qu'avec notre fécondité laborieuse, la démographie se retourne en Europe. Que la « main-d'œuvre » disponible se fasse plus rare, et donc plus chère : « Le pire ennemi des profits, c'est le plein emploi », résume, plein de bon sens, le stratégiste financier François Chevallier. Comment éviter, alors, dans les décennies à venir, malgré la chute des naissances, cette catastrophe : le « plein emploi » ? Seule solution : augmenter le réservoir de « main-d'œuvre ».

En repoussant l'âge de la retraite pour les vieux. En incitant les femmes à rejoindre la « vie active ». En remettant les chômeurs au boulot dare-dare. En exportant le travail dans le tiers-monde. En important, ultime recours, des travailleurs du tiers-monde.

Autant de leviers pour ne jamais approcher du « plein emploi », pour maintenir une concurrence permanente, rigoureuse, sur le marché du travail : « Pour obtenir un ajustement donné des salaires, recommande sans chipoter l'OCDE, il faudra un niveau plus élevé de chômage conjoncturel. » Quitte à le fabriquer, si nécessaire.

Laurence Parisot, en voyage à Tunis, ne chipotait pas davantage devant les chefs d'entreprise du coin :

« Questionnée à deux reprises sur la question des délocalisations, la présidente du patronat français s'est déclarée en faveur de ce phénomène, même si elle a toujours pris soin de ne pas utiliser le mot délocalisation.

« “Il faut accepter qu'il y ait des déplacements d'activités, pour permettre l'installation d'autres activités à plus grande valeur ajoutée en France”, dit-elle, en ajoutant que “nous sommes convaincus qu'il faut que ce qu'on ne peut plus produire pour des prix compétitifs parte ailleurs”. Elle indique cependant que “mon seul problème, c'est de convaincre le président” [Nicolas Sarkozy], car, dit-elle encore, lorsqu'il voit une usine qui va fermer, “ses tripes se serrent et il a du mal à supporter”.

« L. Parisot a appelé les hommes d'affaires et les autorités tunisiennes à faire du lobbying pour, dit-elle, “repenser la chaîne des valeurs et démontrer que la délocalisation en crée d'autres”, et les a incités pour cela à “s'adresser à l'opinion publique française”. »

Restait donc un « seul problème » : une gêne chez un président sentimental. L'obstacle paraissait surmontable...

Le reste était réglé, sinon.

Le moins-disant social, bien sûr.

Autre facilité : depuis le 1^{er} janvier 2008, « la Tunisie constitue une zone de libre-échange avec l'Union européenne », avec une « franchise douanière pour les produits industriels ». Plus de barrières, ces ringardises.

Enfin, pour convaincre les plus réticents, le dumping fiscal : la Tunisie taxe à 0 % « les bénéfices issus de l'exportation ». Ce « régime d'incitations offshore », notait l'ambassade de France sur place, constitue un « atout majeur de la Tunisie dans la compétition internationale pour attirer les investissements directs étrangers »⁵¹.

Pour ça ils sont unis, les maîtres de l'Argent, pour promouvoir « la libéralisation des mouvements de travailleurs », « la libre circulation des personnes, des services, des marchandises », avec Arnaud Lagardère qui applaudit Nicolas Sarkozy au premier rang d'un meeting pour le « oui » au référendum, avec cet « Appel des 100 » patrons pour plébisciter le Traité constitutionnel européen : c'est « le meilleur projet pour notre avenir », plaignent-ils. Tandis qu'un « non cassera la dynamique dont nous avons collectivement tiré un profit considérable depuis quarante ans », et sans doute est-ce vrai pour leur « collectif », pour ces 100 pétitionnaires qui ont en effet « tiré un profit considérable depuis quarante ans » : Lindsay Owen-Jones, l'ex-PDG de L'Oréal, retraité le mieux payé de France (3,4 millions d'euros par an), Antoine Zacharias, le PDG de Vinci (13,8 millions d'euros à l'époque, parti depuis avec un « package » de 250 millions d'euros), Thierry Desmarest, le PDG de Total (6,5 millions d'euros), Gérard Mestrallet, le PDG de Suez (6,8 millions d'euros), Henri de Castries, le PDG d'AXA (11 millions d'euros de revenus réguliers, plus, en 2005, un « plan d'épargne » pour 5,8 millions d'euros), Charles Edelstenne, le PDG de Dassault Aviation, Henri Lachmann, le PDG de Schneider Electric, etc.

Dans cette « compétition internationale » – alibi de la « guerre des classes » –, plus que la Tunisie, on connaît les grands vainqueurs⁵²...

SURPRISE AU PREMIER RANG

Mais comment s'étonner de cela ?

Eux tiennent leur rôle dans la « guerre des classes ».

Bernard Arnault tient son rôle lorsqu'il se rue, gourmand, sur une Pologne à bas coût comme un cochon sur une truffe,

en minaudant : « Je suis désolé des problèmes que ça peut causer aux personnes. »

Nicolas Sarkozy tient son rôle lorsqu'il justifie le bouclier fiscal, la franchise médicale, les 41 années de cotisation, d'un : « Il ne faut pas tuer la compétitivité des entreprises. »

Denis Kessler tient son rôle lorsqu'il félicite le président : « Statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... [...] Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »

Non, la surprise vient d'ailleurs.

La surprise vient de Washington, par exemple. Où Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI (300 000 € de revenus annuels, nets d'impôts) et néanmoins membre du PS, nous admoneste : « La France a indiscutablement besoin de travailler plus si elle veut gagner plus. » Tandis qu'un énième rapport de son institution déplore non les « mégadividendes » ou les « superprofits », mais « un marché du travail trop rigide », « des années de hausse du salaire minimum qui ont créé du chômage chez les jeunes et chez les moins qualifiés », « les coûts élevés des licenciements économiques », et préconise « une réduction du taux d'imposition des entreprises ». Il fallait un socialiste à sa tête, sans doute, pour que le gendarme libéral du monde accouche de ces conclusions novatrices...

La surprise vient de Lisbonne, aussi, dont on devait approuver le Traité simplifié : « Dire non, c'est refuser toute idée de compromis et en finir avec l'UE, prévenait Élisabeth Guigou (mais, pour 54,67 % des Français, n'agitait-elle pas avec ce « en finir » une espérance ?). Voter oui, ce n'est pas la fin de l'histoire. C'est permettre que continue le combat des socialistes pour une Europe plus sociale. » Après Maastricht, après Amsterdam, après le pacte de stabilité, elle et ses collègues poursuivent en effet, sans faiblir, ce

« combat pour une Europe plus sociale ». Et avec quels résultats...

La surprise vient de Paris, bien sûr : « Lorsque fut décidée, sous la deuxième présidence de François Mitterrand, la libération totale de la circulation des capitaux, raconte l'ancien député André Bellon, le gouvernement, loin de proposer des règles juridiques ou fiscales aux autres pays européens, libéralisa avec enthousiasme, se félicitant même d'avoir réussi cette libéralisation avant la date limite. J'ai souvenir de Pierre Bérégovoy expliquant au groupe socialiste à l'Assemblée nationale que l'établissement de taxes sur les mouvements de capitaux était rendu impossible par la volonté de l'État luxembourgeois. De deux choses l'une : ou bien il se moquait de la représentation du peuple français, ou bien il expliquait que la construction européenne n'avait pour objectif que de favoriser les intérêts privés les plus importants. » Et le même parlementaire PS de conclure : « En acceptant la mondialisation comme une fatalité, nous sommes entrés dans un processus de soumission. »

Bref, on a beau scruter l'horizon à droite, la surprise vient quand même de la gauche. Qui ne consent pas seulement, qui construit avec jovialité ce « système beaucoup plus mobile qu'il y a une quinzaine d'années ». Qui appuie une « mondialisation » se refermant sur le monde social comme un couvercle. Qui conforte une « guerre des classes » à sens unique⁵³.

La surprise vient du premier rang.

Au Carrousel du Louvre.

Lors de l'assemblée générale de LVMH.

Entre le vétéran Antoine Bernheim (banquier de Lazard et invité au Fouquet's) et le sémillant Arnaud Lagardère, aux côtés d'Albert Frère (le milliardaire belge, président du conseil de surveillance de M6, et au Fouquet's, pareil), de Nicholas Clive Worms (président de la banque d'affaires

Worms et de Christie's), de Charles de Croisset (administrateur directeur général de HSBC Holdings et vice-président de Goldman Sachs), de Diego Della Valle (empereur de la chaussure en Italie, qui a porté Forza Italia et Berlusconi au sommet), de Lord Charles David Powell of Bayswater (ex-conseiller de Margaret Thatcher, administrateur de Textron Inc., Caterpillar Inc., etc.), de Felix Rohatyn (banquier américain, ex-directeur de Lazard à New York, ex-ambassadeur des États-Unis en France, au conseil d'audit de Suez), au beau milieu, enfin, de la famille, d'Antoine Arnault (le fils), de Delphine Arnault-Gancia (la fille), de Jean Arnault (le père), et devant Bernard Arnault (au Fouquet's, bien sûr), bref, baignant dans le gotha du capitalisme occidental :

Hubert Védrine.

Ancien ministre socialiste.

Lui siège au conseil d'administration, appointé par la multinationale.

Et il ne se lève pas pour soutenir Marie-Hélène, ne s'élève pas contre la délocalisation d'ECCE.

Marc-Antoine Jamet n'a pas protesté davantage. Cet ancien collaborateur d'Henri Emmanuelli, puis dir'cab' de Laurent Fabius, œuvre désormais comme « secrétaire général de LVMH »... tout en siégeant au conseil national du Parti socialiste. Mais quel grincheux y verrait encore une contradiction ? On inventera bientôt un Jaurès qui se chaussait en Berluti et pantouflait chez Rothschild...

Christophe Girard ne bronche pas plus. Cet « adjoint à la culture » (Verts) au maire de Paris, ex-« directeur général adjoint du groupe » LVMH, est resté fidèle à Bernard Arnault et s'adonne toujours à des « missions de conseil mode » à coup sûr bénévoles... Et quel maître sert-il lorsqu'il favorise, au cœur de la capitale, la fermeture de la Samaritaine et l'émergence d'un grand quartier de luxe ?

C'est un homme de gauche, d'ailleurs, qui se charge du

« mécénat culturel » chez LVMH : Jean-Paul Claverie, proche de Jack Lang. Et c'est donc lui qui m'adresse, en tant que « membre du club des actionnaires », le magazine *Apartés*, avec « l'atelier d'Alberto Giacometti » en couverture – et à l'intérieur un « éditorial » signé du PDG Bernard Arnault : « Ces sculptures, ces peintures, ces dessins percutent notre regard et font naître en chacun de nous une nouvelle idée de l'homme dans le monde, une nouvelle architecture du monde face à l'homme. Ces valeurs fondent tout un art de vivre, comme celui que portent les maisons de notre groupe. » Rien de tel que l'*« art »* pour enrober d'un baratin philosophique, de « valeurs », de « civilisation », etc., la brutalité des accapareurs⁵⁴...

On a appelé ça une « ouverture ».

Parce qu'un auxiliaire du *corporate business* étiqueté UMP, Nicolas Sarkozy, commandait un rapport sur « la France et la mondialisation » à un autre auxiliaire du *corporate business*, mais étiqueté PS : Hubert Védrine, encore. Qui à la tête d'Hubert Védrine Conseil, sa société de « stratégie géopolitique », « travaille [...] avec plusieurs grandes entreprises françaises ». Il estimait donc urgent, à l'automne 2007, dans son document, que « les Français acceptent l'économie de marché comme un fait », que « la France s'adapte, se réforme et crée des emplois nouveaux en montant en gamme technologique », qu'elle rompe avec « la rigidité de notre économie, son manque de réactivité », en résumé, qu'elle « passe d'une méfiance stérile face à la mondialisation à un dynamisme offensif dans la mondialisation ».

À qui ce propos « offensif » convenait-il le mieux ?

Aux ouvrières qui gueulent « Tous ensemble ! » à la porte, et qui se révèlent, en effet, d'une « méfiance stérile » ? Ou aux firmes « dynamiques » qui rémunèrent géné-

reusement ses précieux avis ? à ses voisins dans cette salle aux fauteuils cossus ? à LVMH, pour qui « l'inégalité est un facteur clé de soutien de notre industrie » ?

Bernard Arnault est moins avare de ses conseils : il ne les vend pas, il les offre. Et à qui ? À la gauche moderne. Aux travaillistes anglais, précisément, à « Gordon Brown, sur le thème : comment faire en sorte que la globalisation qui est en marche à grande vitesse ne soit pas négative, mais apporte des avantages sérieux à l'économie britannique ».

Sur les deux rives de la Manche, les travailleurs sont comblés : avec ce « nouveau socialisme », à coup sûr la « globalisation » va s'inverser. Et rétablir un équilibre dans la « guerre des classes »⁵⁵...

PSYCHOLOGIE DU PAYS

Nicolas Sarkozy le martelait, donc : « Je refuse la lutte des classes. »

Il ne prenait guère de risques.

Aucune foule ne se lèverait pour le contredire.

Ni Ségolène Royal ni Vincent Peillon ni Hubert Védrine.

L'ironie, bien sûr, c'est que peu de présidents auront autant œuvré pour la restaurer, cette « lutte des classes ». Il en faudrait, des opuscules comme le mien, des résurrections de Blanqui Marx Vallès, pour égaler en efficacité ses Rolex de trois kilos (6 300 € en version acier), remplacées par une Patek (à 12 000 €), son séjour au bord du lac Winnipesaukee (44 000 € pour deux semaines), l'augmentation de son pouvoir d'achat à l'Élysée (+ 206 %). Il incarnait à merveille le « riche », prétentieux, vaniteux, dépensier à outrance pour lui, clamant que « les caisses sont vides » pour les autres, et on ne pouvait rêver meilleure caricature : s'il n'existe pas, il faudrait l'inventer.

On doit cependant l'entendre avec sérieux, son « La

droite refuse la lutte des classes ». Avec sérieux, c'est-à-dire : saisir dans cette phrase, et dans sa répétition, comme un indice de l'idéologie à l'œuvre dans le pays, de sa psychologie diffuse. On doit écouter la suite, aussi, comme des compléments. Pas seulement le rabâché « Nous sommes de ceux qui veulent rassembler », non, le contraire, presque :

« Je ne veux plus jamais que, dans une usine, un ouvrier puisse me dire : « À la fin du mois, quand j'ai travaillé tout le mois, il ne me reste plus rien pour nourrir ma famille, alors que celui qui est à côté de moi, assisté, a plus que moi à la fin du mois. » Je ne veux pas de cette société. »

Ou encore : « Tout le monde sait que pour sauver notre système de retraite par répartition il faudra faire des efforts. Dans ces conditions, qui peut dire qu'il est juste de maintenir les régimes spéciaux ? Qui peut dire qu'il est juste que certaines professions partent à la retraite avant toutes les autres, et au surplus avec des pensions souvent plus élevées ? »

Dans un autre registre, mais selon la même logique : « Ceux qui veulent soumettre leur femme, ceux qui veulent pratiquer la polygamie, l'excision ou le mariage forcé, ceux qui veulent imposer à leurs sœurs la loi des grands frères, ceux qui ne veulent pas que leur femme s'habille comme elle le souhaite ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la République française. »

Et en privé, cette fois, alors qu'il reçoit de jeunes Beurs au ministère de l'Intérieur : « La communauté turque, elle s'intègre pas. Ils vivent entre eux, ils se marient entre eux, ils parlent entre eux. De la même façon, pourquoi a-t-on plus de problèmes avec les enfants originaires d'Afrique qu'avec les enfants originaires du Maghreb ? Faut réfléchir à ça. Pourquoi ? Eh bien, mon explication, c'est que la famille maghrébine a mieux tenu que la famille africaine. »

Smicards contre rmistes, donc.

Salariés du privé contre régimes spéciaux.

Français contre immigrés.

Voire, carrément, Arabes contre Noirs.

Mais toujours, partout, ici, les pauvres contre les pauvres, les travailleurs contre les travailleurs⁵⁶.

« Capital » contre « Travail » : cet antagonisme était tombé en ruine. La gauche elle-même l'avait enterré comme un « archaïsme », et c'était le plus gros du boulot. Il suffisait, ensuite, de diviser le peuple. De construire des conflits en son sein.

Sur un point, pourtant, je me trompe.

Malheureusement.

Malheureusement, Nicolas Sarkozy ne « divise » pas le « peuple ». Malheureusement, il ne « construit » pas des « conflits en son sein ».

Non : ces divisions, ces conflits lui préexistent.

Il ne fait que les agiter, les exploiter électoralement.

Car une fois abolie la « lutte des classes », que restait-il ?

Un univers social éclaté.

Un paysage mental morcelé.

De la confusion politique.

Et c'est là que, en tâtonnant, je voudrais poursuivre mon enquête : non plus dans les discours, mais dans les têtes, quasiment. Car c'est dans les têtes que, tous les jours, se perd cette « guerre des classes ».

QUATRIÈME PARTIE

Dans les têtes Confusion

S'il ne fait aucun doute que des révoltes ont existé, ce qui appelle manifestement une explication, c'est surtout le fait qu'elles n'aient pas été plus nombreuses.

Max Weber.